

Unité départementale des Bouches du Rhône

Marseille, le 17/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL

41 rue d'Athènes
ZI Les Estroublans
13127 VITROLLES

Références : D-0190-MRS-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL implanté 41 rue d'Athènes ZI Les Estroublans 13127 VITROLLES. L'inspection a été annoncée le 02/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite à l'incendie qui s'est déclaré sur site le 31 janvier 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL
- 41 rue d'Athènes ZI Les Estroublans 13127 VITROLLES
- Code AIOT dans GUN : 0006400066
- Régime : A
- Statut Seveso : non

La société exploite une installation de tri, transit de métaux. Elle exerce également une activité de démontage / dépollution de véhicule hors d'usage, et de cisailage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la gestion de l'incendie (eaux d'extinction, évacuation des déchets, approvisionnement en eau).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes s'ont l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Mesures d'urgence

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.2.3	/	Mesures d'urgence
Rétention et Confinement	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.4.1-V	/	Mesures d'urgence

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant a indiqué que lors de l'incendie, les poteaux d'incendie situés à l'extérieur du site n'ont pas fonctionné correctement. Les pompiers ont rencontré des difficultés pour s'approvisionner en eau.
- Les eaux d'extinction d'incendie ont pu être retenues sur site. Des opérations de pompage et nettoyage ont eu lieu les 2 et 4 février 2022. L'exploitant a transmis les factures correspondantes par courriel du 9 février 2022.

Par conséquent, il est proposé de prendre des mesures d'urgence afin de s'assurer du respect des prescriptions concernant les dispositifs de lutte contre l'incendie (article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18/02/2015) et la transmission du rapport d'incident (R.512-69 du code de l'environnement). L'exploitant devra notamment transmettre le dernier rapport de vérification des poteaux incendie. De plus, afin vérifier la gestion de l'incendie par l'exploitant, le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence prescrit également des demandes particulières telles que la quantité d'eau et d'émulseur utilisés lors de l'extinction et l'analyse de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie avec l'étude de dangers de l'établissement ainsi que la quantité de déchets présents sur site le jour de l'inspection. Ces demandes s'inscrivent dans une démarche de prévention d'un nouveau départ de feu.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.2.3
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - 2 RIA en DN45 [...] - 2 poteaux incendies normalisés [...] Les besoins en eau pour assurer la défense incendie doivent être disponible pendant minimum 2 heures. Chacun des 2 poteaux permet d'assurer un débit de 60 m3/h pendant 2 heures en tout point de l'établissement ou la réserve incendie permet d'assurer un débit de 60 m3/h pendant 2 heures en tout point de l'établissement.
Constats : Lors de l'inspection , l'exploitant indique avoir du faire usage de l'eau du canal pour l'extinction de l'incendie.
Type de suites proposées : Mesures d'urgence